

survenus en Asie du Sud-Est au cours des dernières années. L'adoption, d'ici la fin de 1984, d'un projet de convention sur les armes chimiques serait, à cet égard, une véritable réussite.

Nous reconnaissons que nous devons absolument nous entendre sur des mesures de vérification afin de pouvoir réaliser des progrès réels dans les négociations internationales sur le désarmement et le contrôle des armements. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Canada attache une importance particulière à l'élaboration de mécanismes internationaux de vérification. Nous avons d'ailleurs accordé une haute priorité à la recherche dans ce domaine. Ainsi, nous avons augmenté les crédits affectés aux activités de recherche qui permettront de faciliter les vérifications sur les plans techniques et pratiques. Nous espérons contribuer de façon concrète à accroître l'efficacité du Comité du désarmement en faisant connaître, par son entremise, le résultat de nos travaux sur la vérification.

Coopération économique

Les institutions multilatérales connaissent dans la sphère économique les mêmes défis que dans la sphère politique. Nous avons déjà commencé à relever ces défis. L'an dernier, la coopération internationale a été renforcée par la série la plus intensive de consultations économiques de haut niveau à laquelle on ait assisté depuis plusieurs années. Cette série de rencontres — qui nous a menés de la réunion FMI/BIRD (Fonds monétaire international/Banque internationale pour la reconstruction et le développement) à Toronto en septembre dernier à la première Réunion ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en dix ans, puis du Sommet des non-alignés à New Delhi au Sommet de Williamsburg et à la CNUCED VI (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) — a été épuisante mais fort valable.

Ces consultations ont encouragé l'application, dans un certain nombre de secteurs, de mesures prises par divers pays et se renforçant mutuellement. L'inflation et les taux d'intérêt nominaux ont heureusement régressé. En ce qui concerne l'endettement, nous avons vu un remarquable effort de coopération pour mener simultanément d'importantes opérations de rééchelonnement. Le FMI a agi avec vigueur et souplesse. Les pays en développement ont adopté de courageux programmes de redressement pour rétablir l'équilibre de leur balance des paiements. Les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux ont maintenu leur apports de ressources pour le développement. La Réunion ministérielle du GATT a forcé les gouvernements à jeter un regard critique sur leur propre comportement et s'est traduite par des engagements renouvelés envers un système commercial multilatéral ouvert. Au Sommet de Williamsburg, les grandes nations occidentales ont reconnu l'interdépendance fondamentale de l'économie mondiale. Les pays en développement, gravement touchés par la récession mondiale, doivent être associés pleinement à la reprise globale.

Évidemment, il n'est pas question de nous reposer sur nos lauriers. Comme je l'ai dit à Belgrade, il n'y a pas de solution miracle à des problèmes complexes et profondément ancrés dans l'économie mondiale. Si nous voulons transformer la reprise actuelle, partielle et hésitante, en une reprise durable et généralisée, il nous faudra mener l'action sur plusieurs fronts. Il est essentiel de maintenir l'effort visant à réduire les taux d'intérêt. Quant au problème de la dette, nous devons assurer un mouvement régulier de crédits vers les pays débiteurs afin d'appuyer leurs efforts d'ajustement. Des crédits publics